

Les banquiers canadiens s'inquiètent des conséquences des nouvelles règles

Canadian bankers are concerned about the impact of new rules

Le Devoir
2011.10.28
Author : Éric Desrosiers
Section : Économie
Page : A7



Terry Campbell, président de l'Association des banquiers du Canada

Les banques canadiennes craignent de finir par faire les frais de toutes les réformes que l'on veut leur imposer au nom de l'assainissement du marché financier.

Le président de l'Association des banquiers canadiens (ABC), Terry Campbell, ne se dit opposé à aucune des réformes actuellement en cours au Canada, mais espère aussi que le gouvernement se montrera disposé, au besoin, à en revoir à tout le moins «le rythme et la séquence». «Prises individuellement, ces réformes ont toutes leurs raisons d'être, a-t-il tenu à préciser lors d'un point de presse en marge d'une conférence présentée hier devant le Cercle de la finance internationale de Montréal. Le danger vient du fait qu'il y en a tellement, qu'elles touchent toutes le fonctionnement même des banques et qu'elles doivent toutes se faire en même temps.»

Les nouvelles règles internationales portent notamment sur la capitalisation, le type de liquidités, les normes comptables, l'établissement d'un mécanisme de démantèlement en cas de faillite, un nouvel encadrement du marché des produits dérivés et les normes spéciales qui s'appliqueront aux institutions d'importance systémique, a-t-il rappelé à son auditoire. Ces changements obligeront aussi les banques canadiennes à mettre en place de nouveaux systèmes permettant de dresser, presque instantanément, un portrait du statut de leurs dépôts en cas de faillite.

Le coût total de toutes ces réformes dépassera 1 milliard au Canada, a affirmé le président du conseil de l'ABC, Réjean Lévesque, au moment de présenter Terry Campbell, qui prononçait son premier discours au Québec depuis sa nomination en février. En plus d'accaparer des ressources énormes, particulièrement dans les plus petites banques, tous ces changements peuvent «détourner notre regard collectif de nouveaux risques qui seraient en train de fermenter dans le système», a prévenu le nouveau président.

Éloge du «courage»

Terry Campbell a dit craindre aussi l'impact du manque d'uniformité et de coordination dans l'application des nouvelles règles sur la scène internationale. «Différents gouvernements semblent avoir choisi des chemins différents, soit en introduisant des mesures autres que ce qu'on a décidé d'adopter, soit en interprétant à leur manière les règles convenues.»

Tout cela pourrait bien mettre à mal un système bancaire canadien qui a pourtant démontré une solidité et un degré de sécurité sans faille aussi bien avant, que pendant et après la crise financière, a poursuivi le président d'ABC.

Il se réjouit toutefois de l'ouverture et de l'écoute démontrées jusqu'à présent par les autorités canadiennes à l'égard de son secteur bancaire. Il se félicite, par exemple, de l'opposition «farouche» et «courageuse» du gouvernement Harper contre le projet européen de taxe sur les transactions financières.

«Nous continuons à collaborer avec les responsables politiques et les organismes de réglementation au Canada afin d'atteindre un bon équilibre», a-t-il conclu. Cet équilibre doit se baser sur trois éléments: la compétence des banques en matière de gestion du risque et de rentabilité, l'importance de bonnes règles, mais surtout d'une bonne supervision, et la préservation de l'avantage concurrentiel du Canada.